



La Commune



Pour un plan d'urgence en faveur des salariés, des chômeurs, des retraités, des jeunes et de leurs familles

Elections cantonales d'Alfortville-sud : Déclaration de candidature de Daniel Petri

Deux ans après, quel est le bilan du gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy ?

Chacun d'entre nous le connaît, pour le subir quotidiennement dans nos conditions d'existence et de travail. La société s'enfoncé dans les difficultés, les privations, les souffrances, quand ce n'est pas dans la pauvreté que nous voyons s'étendre tout autour de nous. D'après une étude de l'Insee (Institut national de la statistique), il y a en France plus de 3,7 millions de personnes (6,5% de la population) qui vivent sous le seuil de pauvreté, seuil fixé à 579 euros par mois, soit 19 euros par jour. Qui peut vivre, se nourrir, se loger, s'habiller, faire vivre une famille avec une telle somme ?

Comment s'étonner alors d'apprendre, d'après les chiffres de la Fondation de l'abbé Pierre, qu'il y a dans notre pays près de 3,5 millions de mal-logés, dont 86 500 sans domicile fixe et 1 300 000 personnes vivant dans des logements surpeuplés ?

Un pays au bord de la catastrophe sociale : à qui la faute ?

La croissance reprend, prétendent ceux qui nous gouvernent... Mais certainement pas pour tout le monde : cette année, les Restos du coeur sont débordés et les demandeurs d'aide alimentaire, rien qu'en région parisienne, ont augmenté de plus de 30% (+40% dans le Sud-est).

Tout cela est fort logique, puisque le chiffre de 2,4 millions de chômeurs officiellement recensés (combien, en réalité ?) est atteint et que les licenciements dits "économiques" se poursuivent par milliers dans les entreprises et toutes les branches d'activité.

Voilà, en résumé, l'état de la France pour l'immense majorité de la population sous Chirac-Raffarin-Sarkozy.

Pour dire la vérité, même si elle fait mal à certains, il faut préciser que ce bilan d'un pays au bord de la catastrophe sociale est le résultat de la politique suivie par tous les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, ces vingt dernières années en particulier.

La "gauche plurielle" a préparé le terrain pour la droite

Les gouvernements dits de "gauche plurielle", en tournant ouvertement le dos aux aspirations de ceux qui les ont élus, n'ont pas cessé, mesure après mesure, de satisfaire le patronat plutôt que les salariés, les jeunes et leurs familles. Ils ont laissé faire les licenciements, quand ils ne les ont pas provoqués ; ils ont permis la généralisation de la précarité du travail ; ils ont inventé le forfait hospitalier qui pénalise lourdement les malades ; ils ont imposé la décentralisation dès 1982-83 qui permet à l'Etat de se désengager progressivement et d'abandonner les services publics à la privatisation et aux critères de Maastricht ; ils ont bloqué les salaires dans la Fonction publique ; ils ont créé la CSG... La liste des mesures antisociales instaurées par la "gauche plurielle" est trop longue pour qu'elle soit rappelée ici dans sa totalité...

Alors, bien sûr, la droite a poussé l'avantage. Pourquoi se serait-elle gênée ? Chirac et Raffarin ont poursuivi, approfondi, aggravé les mesures et contre-réformes qu'ils ont trouvées toutes prêtes ou déjà en route en avril 2001.

La vie avec 2 euros de l'heure...

Le RMA ? Un RMiste embauché ainsi coûtera au total 2 euros de l'heure à son patron (183 euros par mois). Et s'il refuse, il perd son allocation. C'est une forme d'esclavage moderne qui permettra au Medef de se passer des CDI et autres statuts jugés trop chers, contraignants et pas assez flexibles.

Les CDD de cinq ans ? Une aubaine là encore pour les patrons : combinés au RMA, ils permettront de ne plus avoir besoin de CDI et donc de licencier en toute légalité sans la moindre indemnité.

La réforme de l'Unedic ? C'est 180 000 chômeurs qui, depuis le 1er janvier 2004, se retrouvent en fin de droits ; c'est 650 000 personnes sur les deux prochaines années qui n'auront plus que le RMI.

La réforme Fillon sur les retraités ? Ce n'est pas seulement deux années et demie de travail en plus pour les agents de l'Etat, le personnel hospitalier ou des collectivités territoriales, ce qui est déjà grave, c'est aussi en moyenne 40% de moins du pouvoir d'achat pour tous les retraités, du public comme du privé.

Et que dire du déremboursement de certains médicaments, déclarés "de confort" ou "peu efficaces" du jour au lendemain ? Et de la prochaine réforme de la Sécurité sociale dont on nous dit qu'elle est en crise mais en se gardant bien d'en donner les vraies raisons : chômage, stagnation, sinon baisse des salaires, cadeaux par milliards aux patrons, exonérés de leurs charges sociales ?

Ils ont "trompé la confiance du peuple souverain"

"Serrez-vous la ceinture", "silence dans les rangs", nous disent chaque jour ceux qui nous gouvernent. Et ce sont les mêmes qui nous font la morale et nous étranglent financièrement qui sont régulièrement pincés pour fausses factures, emplois fictifs et

autres abus de biens sociaux.

En condamnant Juppé, bras droit de Chirac, les juges ont indiqué dans leurs attendus : "Alain Juppé a trompé la confiance du peuple souverain". C'est le moins qu'on puisse dire et il n'est pas le seul, dans ce régime de la Ve République devenue république des copains, des coquins et des voyous.

Oui, il faut en finir avec Chirac-Raffarin-Sarkozy.

Je suis conseiller municipal à Alfortville, porte-parole à ce titre du Comité chômeurs et salariés d'Alfortville et de l'organisation La Commune.

Conformément au mandat qui m'a été donné par ceux qui m'ont élu, j'ai toujours refusé de voter les augmentations des tarifs de cantine, la vente des terrains communaux au privé, l'arrêt de la construction de HLM, les augmentations de loyers et charges et toute mesure contraire aux intérêts de la population d'Alfortville.

J'ai toujours combattu pour obtenir un toit décent pour tous les mal-logés, contre la fermeture de classes et pour les droits des chômeurs. Malheureusement, je constate que je suis le seul au conseil municipal à voter contre toutes ces mesures.

Il faut un plan d'urgence

A l'évidence, aucun élu ne peut espérer combattre Chirac-Raffarin sans prendre fait et cause pour un plan de mesures d'urgence en faveur des salariés, des chômeurs, des jeunes et de leurs familles. Un plan qui commencerait par :

- l'interdiction des licenciements secs ou déguisés,
- l'arrêt du travail précaire, le respect des CDI et de tous les statuts,
- la défense des services publics et de santé (arrêt des privatisations ; arrêt des fermetures de lits d'hôpital, des services d'urgence, de maternités...)
- l'augmentation générale des salaires,
- la suppression du secret bancaire et commercial et la transparence des comptes des entreprises publiques comme privées.
- un toit décent pour tous les mal-logés,
- l'annulation et le blocage des hausses des loyers et des charges,
- la municipalisation totale de l'OHSA, l'arrêt des expulsions et des coupures d'électricité qui frappent les familles en difficulté du fait du chômage, de la pauvreté et de la maladie,
- la gratuité des cantines, colonies de vacances et centres aérés pour les enfants des familles en difficulté,
- le maintien et le développement du logement social, la défense de tous les services publics locaux comme par exemple celui des aides à domicile des personnes âgées, mis en concurrence avec une entreprise privée qui paie ses employés sous le SMIC.
- l'interdiction du RMA dans le département et partout, ainsi que le maintien sans condition du RMI pour ceux qui en bénéficient,
- l'égalité des droits sociaux et politiques pour les travailleurs immigrés et leurs familles, l'arrêt des quotas et de toute discrimination.

C'est donc sur cette plate-forme que je me présente aux élections cantonales, pour en finir tous ensemble avec Chirac-Raffarin et amplifier l'action que nous avons engagée à Alfortville depuis tant d'années, sans attendre les échéances électorales, avec le Comité chômeurs et salariés d'Alfortville, avec LO-LCR (porte-paroles : Arlette Laguiller, Olivier Besancenot) et La Commune.

Modifié le mardi 21 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... >>

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! >>



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

DECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQU

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQU

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

